

## Cyrielle Chatelain (EELV) : « À gauche, l'absence de travail sur nos désaccords nous explose à la figure »

**La présidente du groupe écolo à l'Assemblée nationale dresse un bilan critique de la diplomatie française au Proche-Orient, et constate que la gauche paie au prix fort de n'avoir pas su travailler sur ses désaccords en matière internationale.**

Fabien Escalona - 28 octobre 2023 à 17h21

Le conflit israélo-palestinien, qui vient de franchir un nouveau seuil de violences la nuit dernière, a précipité, en France, la crise qui couvait depuis longtemps au sein de la Nouvelle Union populaire écologique et sociale (Nupes). Si les écologistes n'ont pas lancé de moratoire à leur participation, à l'instar de ce qu'a fait le Parti socialiste (PS) d'Olivier Faure, ils partagent bon nombre de ses critiques quant à un fonctionnement déséquilibré par l'intransigeance des Insoumis-es et les sorties de Jean-Luc Mélenchon.

Sur le fond, la secrétaire nationale d'Europe Écologie-Les Verts (EELV), Marine Tondelier, a signé une tribune collective appelant à « *un cessez-le-feu immédiat* ». « *Un crime ne saurait justifier un autre crime* », affirme le texte, signé par de nombreuses personnalités écolo. La députée de l'Isère Cyrielle Chatelain en fait partie. Présidente du groupe EELV à l'Assemblée nationale, elle regrette auprès de Mediapart un « *affaiblissement* » de la parole de la France et formule des propositions pour relancer une alliance des gauches en sursis.

**Mediapart : Les bombardements de Gaza n'ont jamais été aussi intenses que dans la nuit de vendredi, et les communications avec l'enclave palestinienne ont été coupées. Le secrétaire général de l'ONU, António Guterres, appelle au cessez-le-feu en ajoutant que « l'histoire nous jugera ». Depuis la France, que pouvons-nous dire et faire ?**

**Cyrielle Chatelain :** António Guterres a raison. Nous sommes dans un moment de vérité où chacun doit assumer ses responsabilités. La communauté internationale doit être intraitable sur le cessez-le-feu, le Hamas doit libérer les otages et Israël arrêter son opération militaire.

La situation était déjà dramatique à Gaza, et depuis vendredi soir, nous assistons à un déferlement de violence qui semble sans limite de la part du gouvernement israélien, cela dans l'opacité la plus totale. Mais la violence aveugle n'est pas la justice. Répondre à la barbarie par la barbarie, ce n'est pas la solution.

La France doit jouer un rôle actif et sans équivoque pour faire appliquer la résolution élaborée par la Jordanie et adoptée largement par l'Assemblée générale des Nations Unies. Cette résolution demande une trêve humanitaire immédiate, durable et soutenue menant à la cessation des hostilités. La solution au conflit israélo-palestinien ne sera pas militaire.

**Ce nouveau palier franchi dans le conflit survient peu de temps après la tournée diplomatique d'Emmanuel Macron au Proche-Orient. Quel bilan en dressez-vous ?**

Son déplacement était tardif, après celui des dirigeants des États-Unis, de l'Allemagne, de l'Italie... Il fallait donc qu'il soit « utile », comme l'avait promis l'Élysée. Au lieu de cela, il a été décevant et confus.

Décevant, car le discours tenu sur place a été en deçà des attentes créées. La veille de son départ, la première ministre avait en effet évoqué une trêve humanitaire pouvant mener à un cessez-le-feu. Et l'entourage du président lui-même avait promis l'expression d'une position équilibrée, offrant une perspective politique sur la base d'une critique de la colonisation.

Or, on n'a rien entendu de tout cela. Pire, Emmanuel Macron a semé la confusion avec une proposition mal ficelée de coalition internationale contre le Hamas. Celle-ci a recueilli un refus poli de nos alliés et l'incompréhension des États de la région, qui n'avaient pas été prévenus, notamment les pays du Golfe. À cause de ce manque de clarté, la parole de notre pays a été affaiblie.

**Que fallait-il dire ? Et la France n'est-elle pas confrontée, de toutes les manières, à la difficulté de ne plus être depuis longtemps une actrice majeure dans cette région du monde ?**

Il fallait apporter un soutien au deuil des Israéliens, comme Emmanuel Macron l'a fait, mais aussi entendre la souffrance du peuple palestinien, et affronter les critiques d'une partie des pays de la région qui parlent d'un « double standard » de nos réactions, selon qu'il s'agit des vies israéliennes ou des vies palestiniennes. D'où l'importance de parler d'un cessez-le-feu.

La France n'est certes pas une actrice toute-puissante, mais la confusion et le manque de préparation n'aident pas à peser. Il aurait fallu mieux se coordonner avec nos partenaires, notamment européens. C'était possible, car notre pays joue tout de même un rôle de premier plan dans l'Union européenne. Il dispose en outre d'un siège au Conseil de sécurité des Nations unies. La France y a soutenu, à juste titre, une résolution pour une pause humanitaire qui a reçu le veto des États-Unis. Il faudrait à nouveau défendre cette position, en tentant de convaincre Washington.

**Dans la nuit de jeudi à vendredi, le sommet des chefs d'État et de gouvernement de l'UE a péniblement abouti à une demande de « couloirs humanitaires ». Les Européens peuvent-ils vraiment avoir la parole forte que les Verts, de tradition fédéraliste, aimeraient entendre ?**

Cela serait nécessaire, car si les pays du Moyen-Orient, et plus généralement du Sud, conservent l'impression d'un double standard, alors des puissances autoritaires comme la Russie et la Chine peuvent s'engouffrer dans la brèche pour maximiser leur influence.

De ce point de vue, les autorités européennes n'ont pas été à la hauteur. Ursula von der Leyen, la présidente de la Commission, a parlé trop tôt, sans concertation et de manière très déséquilibrée en faveur d'Israël. Un commissaire a également évoqué une suspension des aides européennes aux Palestiniens, avant d'être heureusement contredit. Une parole claire passe par la condamnation des attaques du Hamas, mais aussi par la défense du droit international et humanitaire face aux bombardements continus et aux privations de ressources dont sont victimes les populations civiles de la bande de Gaza.

Emmanuel Macron a dit en Israël que la lutte contre le Hamas devait se faire « *sans merci mais pas sans règles* ». On peut l'admettre, mais cela suppose que lorsque les règles ne sont pas respectées, et c'est clairement le cas, il faille réagir vigoureusement.

**La France défend la « solution des deux États » pour résoudre le conflit israélo-palestinien. Mais est-elle encore crédible ? L'historien Henry Laurens affirmait récemment qu'en raison des contradictions accumulées sur le terrain et entre les acteurs, il ne voyait plus comment elle pouvait être appliquée.**

La durée et la complexité du conflit incitent à beaucoup d'humilité. Mais si on dit que cette voie est impraticable, que reste-t-il ? La solution à deux États reste une demande forte et une projection d'espoir, pour que l'existence et le droit à vivre en sécurité d'Israël soient consolidés, et qu'un État palestinien viable voie enfin le jour.

Avant les accords d'Oslo en 1993, le chemin paraissait très peu praticable, et il a pourtant été emprunté. Pour qu'il le soit à nouveau, il faut comprendre ce qui n'a pas marché. Yasser Arafat [ancien président de l'Autorité palestinienne décédé en 2004 – ndlr] avait dit que la paix serait possible s'il y avait un retrait des colonies, le respect des droits des Palestiniens et des conditions économiques suffisantes pour leur autonomie. Il faut constater qu'aucune de ces conditions n'a été réunie.

António Guterres pointe à juste titre l'intensification de la colonisation depuis de nombreuses années. Il faut parler clair sur ce que vivent les Palestiniens, de même qu'il faut qualifier franchement ce qu'il s'est passé le 7 octobre en Israël, c'est-à-dire des attaques terroristes de la part du Hamas et de ses alliés.

**Justement : au regard de l'histoire longue du conflit, comment interprétez-vous les attaques du Hamas du 7 octobre ? Et pourquoi, contrairement à d'autres à gauche, n'avez-vous pas hésité à parler de « terrorisme » ?**

Il y a eu des exécutions sommaires et des enlèvements, jusque dans le domicile des gens : ce sont des actes qui visent à semer la terreur. Le Hamas dit en substance : « Vous n'êtes plus en sécurité. » C'est sans doute aussi un massacre de masse, un crime de guerre. Mais « terrorisme » reste le mot juste pour décrire ce qu'il s'est passé. Et il correspond à ce qui a été ressenti en Israël et par les Français.

Il faut dire les choses clairement, ce qui permet par ailleurs d'être entendu quand on dénonce aussi les bombardements et le blocus de Gaza, mais également les meurtres de Palestiniens en Cisjordanie, commis par des colons et des soldats.

En termes historiques, l'attaque du 7 octobre est intervenue à un moment particulier, lorsqu'Israël était sur le point de normaliser ses relations avec l'Arabie saoudite, comme avec d'autres pays arabes auparavant. C'est cela que le Hamas a voulu empêcher. Ces accords se faisaient sur le dos de la question palestinienne, mais ils montraient que des reconnaissances mutuelles et des coopérations étaient possibles.

« Le Hamas n'est pas Gaza, et tuer des civils innocents, ce n'est pas lutter contre la barbarie. »

Le risque est désormais d'être pris en étau entre la stratégie meurtrière du Hamas et le discours guerrier de Benjamin Netanyahu, qui présente son action sous l'angle d'une lutte entre le Bien et le Mal. Sauf que le Hamas n'est pas Gaza, et que tuer des civils innocents, ce n'est pas lutter contre la barbarie.

Notre ligne doit rester celle fixée par un vieux document de 1980, la Déclaration de Venise, qui disait l'essentiel. La sécurité de tous les États de la région doit être garantie, de même que le droit du peuple palestinien à l'autodétermination.

**Comprenez-vous les réticences de la direction insoumise à recourir à la catégorie du terrorisme ?**

D'abord, je ne fais pas l'amalgame entre le fait de ne pas utiliser le mot « terrorisme » et une absence de condamnation des actes du Hamas. LFI les a condamnés, et tous ses députés se sont levés pendant la minute de silence observée à l'Assemblée nationale. J'ai parlé avec plusieurs Insoumis qui pensaient que d'autres termes étaient adaptés. Je maintiens mon désaccord, mais le dialogue est possible – il ne l'aurait pas été si la notion de « résistance » était devenue un propos collectif, mais cela n'a heureusement pas été le cas.

Le problème, c'est que nous n'avons pas traité à temps nos désaccords sur l'international, que nous connaissons, et ceux qui concernent spécifiquement le dossier israélo-palestinien. Nous avons pourtant eu une occasion avec la résolution portée par les communistes à l'été 2022, qui dénonçait un régime d'apartheid en Israël. Aujourd'hui, cette absence de traitement nous explose à la figure. On a des échanges au pire moment, quand l'émotion est à son comble. On paie là une des erreurs initiales de la Nupes.

**La façon de nommer les attaques du Hamas a eu des conséquences sur la Nupes. Le PS a décidé d'un « moratoire ». Quelles leçons tirez-vous de cet épisode ?**

Nous sommes attachés à l'union de la gauche et des écologistes, pour défendre un projet de société différent de Macron ou de la droite réactionnaire menée par le Rassemblement national (RN). Cette union correspond à une demande forte des électeurs. Or, elle s'est faite avec cinq partis et quatre groupes parlementaires. Ce n'est plus la même chose si elle est amputée d'un de ses membres, car cela rompt l'équilibre qui avait été trouvé, avec un programme radical soutenu par un arc allant du PS à LFI.

« On ne peut pas se dire pour la VIe République et subir une verticalité du pouvoir dans nos rapports internes. »

On ne peut pas se dire pour la 7<sup>e</sup> République et subir une verticalité du pouvoir dans nos rapports internes.

La crise actuelle doit nous inciter à un travail en commun sur nos points de désaccord, sans être sous les feux médiatiques. Cela ne veut pas dire tout homogénéiser, mais déjà mieux se comprendre et éventuellement réduire nos différences, ou mieux les gérer. Cela correspond à une évolution nécessaire de nos pratiques, en cohérence avec la rupture politique que l'on défend.

On ne peut pas se dire pour la VI<sup>e</sup> République et subir une verticalité du pouvoir dans nos rapports internes. Nous devons inventer une coalition avec des partenaires égaux, sans parti dominateur.

**Pardonnez-moi, mais Jean-Luc Mélenchon et bien des Insoumis ne pensent pas du tout cela. Ils estiment que l'union n'avait de sens que parce qu'ils en étaient la composante la plus forte, garante d'une ligne de rupture que les autres sont inaptes à tenir.**

S'ils pensent cela, ils nous sous-estiment. Avec les écologistes, nous avons conscience que nous sommes entrés dans l'ère de l'Anthropocène, et que celle-ci menace nos capacités de subsistance tout en exacerbant les inégalités existantes. Il faut donc sortir de la société toxique et extractiviste, par la solidarité et par la préservation de biens communs. Ce projet questionne tout le fonctionnement de la société.

L'alternative, c'est un repli fascisant passant par la recherche de boucs émissaires, qui multipliera les tensions sans rien régler sur le fond et mènera nos sociétés à l'effondrement. Dans un tel moment de basculement, de l'ordre international comme de nos conditions de vie, je vois bien que les gens sont épuisés par le spectacle des polémiques à gauche. On apparaît déconnectés. Parlons donc de nos désaccords, mais pas par tweets interposés.

**Concrètement, comment relancer la Nupes ?**

La Nupes doit exister à l'Assemblée, car nous tenons notre mandat des élections législatives, auxquelles nous nous sommes présentés unis. C'est pourquoi les écologistes ont fait une proposition, afin de sortir par le haut des tensions actuelles. Il s'agirait de se réunir à 151, pour discuter de la manière dont on souhaite collectivement faire vivre cette union.

Il y avait bien sûr, jusqu'au moratoire, un intergroupe de la Nupes, avec trois ou quatre représentants par groupe, qui se retrouve chaque semaine pour parler de stratégie parlementaire. Et depuis février, on avait des plénières mensuelles ouvertes à tous les députés.

Mais n'avons jamais eu de moment complètement collectif, spécifiquement dédié à la définition de nos règles de vie commune. Il est temps de l'avoir.

Fabien Escalona

---

## Boîte noire

L'entretien a été réalisé jeudi 26 octobre. Cyrielle Chatelain l'a relu sans apporter de modification substantielle, hormis une réponse supplémentaire à la suite des bombardements de la nuit du 27 octobre.